Regards sur l'économie allemande
Bulletin économique du CIRAC

108 | 2013
Varia

Perspectives encourageantes pour l'année 2013

Isabelle Bourgeois

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/rea/4524
DOI : 10.4000/rea.4524
ISSN : 1965-0787

Éditeur
CIRAC

Édition imprimée
Date de publication : 2 avril 2013
Pagination : 3-4
ISSN : 1156-8992

Référence électronique
Isabelle Bourgeois, « Perspectives encourageantes pour l'année 2013 », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 108 | avril 2013, mis en ligne le 04 avril 2013, consulté le 15 septembre 2020.
URL : http://journals.openedition.org/rea/4524

© CIRAC

Perspectives encourageantes pour l'année 2013

En 2012, la croissance (+0,9 % en données CVS) a légèrement dépassé les prévisions publiées en novembre par le Conseil des Sages (voir *REA* 107/2012), malgré un recul de 0,6 % au dernier trimestre (Destatis). L'économie allemande a bien, quoique lentement, démarré l'année 2013, les acteurs économiques ayant gardé confiance malgré la faiblesse persistante de la demande mondiale et européenne et la ténacité de la crise de la dette souveraine – et un hiver particulièrement long. *« Le démarrage hésitant de l'année 2013 ne remet pas en question les perspectives d'une reprise conjoncturelle »*, estime la Bundesbank (rapport de mars).

Croissance 2013 : entre 0,3 % et 1,7 %

Pour 2013, les prévisions divergent : le gouvernement fédéral reste prudent (+0,4 %), le Conseil des Sages vient de revoir les siennes à la baisse le 25 mars (+0,3 %) mais n'écarte pas un taux nettement supérieur ; plusieurs instituts tablent sur plus de 1 %, la banque publique KfW se montrant de loin la plus optimiste avec +1,7 %. L'écart de cette fourchette s'explique essentiellement par la difficulté à évaluer actuellement l'évolution de l'activité dans la zone Euro et par l'approche des élections au Bundestag (22 septembre) qui entretient un contexte national peu prévisible

La consommation a pris le relais de l'export

Les fondamentaux de l'économie allemande restent solides. Elle est durablement tirée par deux moteurs : la consommation et l'export. Actuellement, le premier relaye même le second. Le recul du PIB au 4e trimestre 2012 est imputable aux exportations : par rapport au 3e trimestre, elles ont baissé de 2 %. Elles restent cependant très dynamiques (+2 % par rapport au dernier trimestre 2011). Leur tassement résulte de la faible demande au sein de l'UE, surtout des économies sud-européennes, mais aussi d'une surproduction dans l'industrie automobile au 3e trimestre, liée à un surcroît de commandes accumulées, suivie d'un ralentissement. Si dans l'ensemble de l'industrie, les entrées de commandes ont enregistré une hausse de 1 % au dernier trimestre (KfW), elles tendent à baisser surtout dans le secteur des biens d'investissement (Conseil des Sages). Seule la demande non-européenne tire l'export.

Investissements : attentisme en cette période électorale

A la mi-2013, avec le regain de vigueur attendu de l'économie européenne et mondiale, les entreprises devraient investir plus dans l'extension de leurs capacités (les investissements d'équipement avaient reculé de 2 % à la fin 2012 et même de 9,3 % par rapport au dernier trimestre 2011). Elles y sont doublement incitées actuellement par le fait que les taux d'utilisation des capacités sont élevés et que l'accès au crédit bancaire est facilité par les faibles taux d'intérêt (voir dans ce numéro). A l'inverse, elles sont incitées à l'attentisme face à la restriction de l'accès au crédit dans certains Etats de l'UE, des déficits persistants dans le réseau d'infrastructures en Allemagne et les débats électoraux sur une politique fiscale plus restrictive. La réintroduction d'un ISF, la hausse du barème maximal de l'IR et de l'impôt sur les successions préconisée par le SPD et Die Linke risquent en effet d'avoir un impact sensible sur la santé financière des entreprises du *Mittelstand* dont un grand nombre sont des sociétés de personnes dont le propriétaire qui a investi son patrimoine dans l'entreprise est imposé au titre de l'IR. Cette menace a par exemple incité la CCI du Bade-Wurtemberg à publier une résolution dans laquelle elle s'oppose formellement à ce type de mesures, soulignant que *« s'il y a urgence à consolider les budgets publics, cela ne doit pas se faire* via *des hausses d'impôts »* (communiqué du 22-03-2013).

Climat des affaires favorable

Si pour l'instant, les entrées de commandes sont en baisse (-1,9 % en janvier selon le ministère fédéral de l'Economie), surtout en provenance de l'étranger, le moral des entreprises allemandes n'en reste pas moins au beau fixe, comme le montrent l'indicateur ifo et les sondages effectués auprès du *Mittelstand* par la Fédération des *Sparkassen* (DSGV), des PME industrielles par la KfW, ou auprès de ses membres par la Fédération allemande des CCI.

Consommation des ménages en hausse

Cette confiance dans l'avenir est partagée par les ménages. Au 4e trimestre 2012, la consommation des ménages a continué à progresser encore (+0,1 % par rapport au précédent, mais +0,6 % par rapport à la même période 2011 ; Destatis). En janvier 2013, le chiffre d'affaires du commerce de détail a connu la plus forte progression en un mois depuis décembre 2006 : +2,9 %, annonce sa fédération (HDE) qui estime

celle-ci à 1 % sur l'ensemble de l'année 2013. Car si les ménages multiplient les achats et puisent dans leurs bas de laine (leur taux d'épargne s'établissait à 8,8 % au dernier trimestre 2012 ; Destatis), c'est surtout pour acquérir des biens de consommation durables et pour investir dans la pierre, profitant des taux d'intérêt incitatifs.

Stabilité de l'emploi et hausse du pouvoir d'achat

Les Allemands sont rassurés par la remarquable stabilité d'un marché de l'emploi qui a enregistré le plus faible taux de chômage depuis 1991 (6,8 % en données administratives), a vu reculer le sous-emploi et augmenter encore de 539 000 le nombre d'emplois soumis à cotisations sociales (Agence fédérale pour l'emploi). Le pouvoir d'achat des ménages est également en hausse (+1,9 % au dernier trimestre 2012 par rapport au troisième ; Destatis), tiré par l'augmentation des salaires conventionnels dans un grand nombre de branches, la progression de 0,7 % des salaires réels sur un an, la baisse des cotisations retraite et une inflation modérée (2 %) qui devrait se situer à 1,5 % sur l'ensemble de l'année 2013 selon la Bundesbank.

La crise de la dette n'entame pas la confiance

Cette profonde confiance des entreprises et des ménages à la fois est actuellement l'indicateur conjoncturel le plus fiable sur lequel se fondent les prévisions optimistes. Si le sondage réalisé en décembre par l'Institut für Demoskopie d'Allensbach pour recueillir l'opinion des Allemands sur l'année à venir se confirme – comme tous les ans depuis 1949 –, alors la croissance de l'économie allemande pourrait très bien atteindre, voire dépasser 1 % en 2013. En effet, bien que la crise de la dette inquiète au plus haut point les Allemands, qu'ils soient majoritairement convaincus que le pire est encore à venir et que les deux tiers d'entre eux craignent que l'Allemagne ne puisse faire face aux coûts induits par le sauvetage de l'Euro, ils sont 49 % à envisager l'année 2013 *« avec espoir » ;* 16 % seulement *« avec angoisse »* et 24 % *« avec scepticisme »* (*Allensbacher Kurzbericht,* 28-12-2012). Cette confiance n'est pas étonnante en réalité, puisque la crise de la dette souveraine est ressentie par les Allemands comme un événement purement *« virtuel »* : leur emploi n'est pas menacé, l'industrie est performante, leur économie est compétitive et le budget global 2012 non seulement respecte la 'règle d'or', mais est excédentaire (+0,2 %). Et de ce fait comme au vu des années écoulées, de plus en plus d'Allemands ont l'impression de profiter aujourd'hui des fruits de la prospérité durement reconquise.

DANS CE CONTEXTE DE STABILITÉ ET DE CONFIANCE, LE PRINCIPAL FACTEUR DE RISQUE émane de la campagne des élections au Bundestag. Elle est placée sous le signe d'une surenchère en matière de mieux-disant social qui avive un certain immobilisme quant à la poursuite des réformes structurelles en matière de protection sociale (dont la flexibilisation de l'emploi), et même de fortes tentations de revenir en arrière sur les réformes engagées depuis l'*Agenda 2010* (voir *REA* 107/2012). Cette tentation est de surcroît nourrie par les sanctions prévues dans l'UE en cas d'excédent commercial élevé (6 % du PIB). Surenchère électoraliste et pression communautaire placent ainsi en tête de l'agenda politique la question de la justice sociale (voir dans ce numéro) et des revendications allant dans le sens de plus de redistribution, déclinées sous la forme d'une plus forte taxation du patrimoine ou de la création d'un SMIC légal.

Dans ce contexte, le rapport sur la pauvreté et la richesse publié le 6 mars par le gouvernement fédéral est utilisé comme argumentaire à l'appui de ces revendications. Alors qu'il retrace l'évolution 2007-2011, seules sont mises en avant les données statiques comme le taux de (risque de) pauvreté, sans la vision diachronique ni le contexte permettant de les interpréter. Or si on se livre à cet exercice, on s'aperçoit que le taux de chômage a baissé de 5 points depuis 2005, celui des jeunes tombant même de 12 % à 5,4 % à la fin 2012, que le nombre de chômeurs de longue durée a été presque divisé par deux pour s'établir aujourd'hui à 1,03 million, que les revenus réels disponibles ont augmenté de 4 % entre 2005 et 2010 et que l'écart de la fourchette des revenus est stable depuis cinq ans (voir *REA* 107/2012). Reste l'inégalité de la distribution du patrimoine qui s'est accrue de 2003 à 2008 : la moitié la moins riche des ménages possédait 3 % du patrimoine net, aujourd'hui cette part est tombée à un peu plus de 1 % ; les 10 % les plus riches en possédaient 45 %, aujourd'hui 53 %. Or ces derniers sont pour l'essentiel des propriétaires de PME dont le patrimoine constitue le capital de l'entreprise. Ulrich Grillo, président de la Fédération allemande de l'industrie (BDI) a lancé un appel à la raison : la compétitivité de l'Allemagne et de son industrie *« n'a rien d'un automatisme. Nous risquons de la perdre si nous marquons des buts dans notre propre camp »* (communiqué du 29-01-2013).

I. Bourgeois (25-03-2013)